



Solidaires, Unitaires et Démocratiques dans le Groupe BPCE
Section syndicale Caisse d'Épargne Ile de France
24 bd de l'hôpital 75 005 Paris
01.70.23.53.40 ou 01.44.76.09.77
Fax : 01.40.26.49.13
Site : www.sudce.com
Email : sudceidf@orange.fr

facebook : SUD BPCE



Infos CE Budget 2012 de la CEIDF

MALGRE NOS EFFORTS, LES ARBRES NE GRIMPERONT PAS JUSQU'AU CIEL

Bien des paramètres ont évolué depuis l'élaboration du budget 2012 de la CEIDF, à commencer par des éléments exogènes tels que :

- la validation de la méthode de notation interne (Bâle 2) pour le Groupe Caisse d'épargne en début d'année 2012. Cela devrait permettre à BPCE d'économiser près de 1.7 milliards de fonds propres ;
- la recapitalisation du CFF par BPCE à hauteur de 1.5 milliards d'euros ;
- les incidences sur les comptes de BPCE du passage de provisions sur risques souverains ;
- des estimations de la croissance 2012 en net retrait par rapport à celles retenues au moment de la préparation du budget.

Nous allons le voir dans le détail, le budget 2012 de la CEIDF ce sont :

- des objectifs de crédits ambitieux que le directoire pourrait être amené à revoir si la consommation n'était pas à la hauteur,
- des objectifs de collecte bilantielle et de parts sociales à des niveaux élevés,
- des objectifs commerciaux, notamment en terme d'activation et d'équipement de clients, jamais vus.

Dans le même temps, la CEIDF devra se passer une fois encore des dividendes BPCE et ne pourra compter que sur les efforts des commerciaux BDD, BDR et des salariés des fonctions supports pour réaliser les résultats attendus.

Et après le PSE en 2011, le départ et le licenciement de centaines de salariés, c'est sur fond de réorganisation de la BDD, de suppressions de certains postes d'AGC, RGC et AECP, de créations de postes de conseillers accueil et responsables d'accueil, de déploiement d'OVAD que ces objectifs devront être réalisés. Si des embauches ont pu être réalisées en fin d'année 2011, les nouveaux embauchés ne seront malheureusement pas encore suffisamment formés pour permettre l'atteinte des objectifs dans les meilleures conditions.

Des objectifs de crédits 2012 identiques à 2011 dans un contexte de crise et de frilosité des français

Ces différents éléments auront-ils des répercussions sur le budget de la CEIDF ?

Seule la CEIDF semble penser le contraire. Les objectifs en matière de crédits immobiliers ou à la consommation fixés à hauteur de 3 milliards d'euros pour l'année 2012 sont équivalents au réalisé de 2011 pourtant qualifiée d'année exceptionnelle par le président du directoire.

Or, la publication par la Fédération bancaire française du 24^e rapport annuel de l'observatoire des crédits aux ménages fait ressortir la réticence des français à contracter de nouveaux emprunts. Seulement 4% des ménages (sur un échantillon de 10 000) envisageraient de souscrire un crédit immobilier dans les 6 premiers mois de l'année, contre 4.8% en 2010 et 5.6% en 2009.

Cette baisse s'expliquerait en partie par la remise en cause du prêt à taux zéro et du dispositif Scellier. Le recul se fait aussi sentir du côté des crédits à la consommation.

Sauf à avoir une politique de taux agressive, on a du mal à imaginer comment on va pouvoir réaliser les objectifs inscrits dans le budget 2012.

Une collecte orientée vers l'épargne de bilan et les parts sociales

Besoin de renforcement des fonds propres oblige, la vente de parts sociales va s'accélérer dans le Groupe BPCE avec une collecte nette attendue pour 2012 à hauteur de 1.5 milliards d'euros. La CEIDF envisage, quant à elle, une collecte nette à hauteur de 150 millions d'euros. Ce sont près de 250 millions d'euros bruts qui devront être réalisés afin de compenser les 80 millions d'euros de cession envisagés pour 2012.

A ce propos, les élus **Sud** s'étonnent que, dans le cadre du challenge qui se déroule de janvier à mars, l'objectif de collecte nette 2012 affiché par le réseau ressorte à 200 millions d'euros de parts sociales dont 100 millions d'euros à réaliser dans le cadre du TF1. L'objectif affiché dans le budget aurait-il été revu à la hausse ? Sinon pourquoi afficher un objectif erroné ?

Afin de se procurer des liquidités, la CEIDF oriente sa collecte 2012 sur l'épargne bilantielle LA, LB, PEL, LEL, LEP. Mais, là encore la concurrence est rude : les autres établissements financiers à la recherche de liquidités, eux aussi, ont sorti leurs livrets dopés, dont les super-livrets sur Internet, réservés aux épargnants mercenaires...

Au-delà de ING et son livret orange à 4.5% sur 3 mois et 80 euros offerts, Axa banque fait une offre à 6% bruts sur 3 mois, e-LCL est à 5%, Monabank 5.5% sur 3 mois, BforBank à 5% également.

Les livrets «boostés» de la CEIDF ne rapportent que 1.75% bruts pour le Livret Grand Prix, 2.90% bruts pour le Livret Grand Format.

Le lancement du livret 10-12 à 4% bruts jusqu'au 29/02 va dans le bon sens, mais cela sera-t-il suffisant pour permettre de collecter ou de moins décollecter ?

Le compte à terme défensif à 4.50% sur 3 mois à proposer, en dernier recours à nos clients, pour une enveloppe globale de 70 millions d'euros sera-t-il suffisant et permettra-t-il d'endiguer la décollecte nette (hors LA) constatée au 29/01 ?

Est-il prévu que la CEIDF ou le Groupe se lancent également dans un type d'offre plus large et plus agressive ?

Concernant la collecte hors bilan et plus particulièrement l'assurance vie, les objectifs 2012 sont supérieurs au réalisé 2011 et passent de 275 millions d'euros à 374 millions d'euros pour la BDD soit une progression de 100 millions d'euros. Et ce, dans un contexte bien particulier de décollecte massive et générale depuis le mois d'octobre 2011.

Malheureusement, cette tendance semble se confirmer à la CEIDF au mois de janvier 2012. Si l'assurance vie reste le placement préféré des Français, les ouvertures brutes ne faiblissent pas, les détenteurs de ce type de contrat ayant l'ancienneté permettant d'échapper aux frais de rachats préfèrent piocher dans les fonds disponibles plutôt que de contracter un crédit.

L'équipement des clients

La CEIDF enregistrait, au 31 décembre 2011, une perte de plus de 77 000 clients soit environ 2% de son stock initial évalué à 3 631 270 au 1^{er} janvier 2011. Pour mémoire, en 2010 cette attrition de clientèle était chiffrée à 62 000.

Ce sont les jeunes qui, proportionnellement sont plus nombreux à nous quitter - 4% du stock. On peut légitimement s'interroger sur l'efficacité ou la pertinence d'activation clientèle. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Olivier KLEIN, directeur général banque commerciale et assurances du Groupe BPCE se félicite, quant à lui, des *"excellentes performances commerciales de la Caisse d'Epargne en 2011, en particulier auprès des jeunes, démontrent la pertinence et l'efficacité de la nouvelle stratégie relation client, entreprise depuis deux ans. Cette dynamique conforte notre démarche d'innovation permanente au service du client"*. Un bémol de taille dans cette séance d'autocongratulation, M. Klein commente des chiffres bruts et annonce le gain de 600 000 clients dans les Caisses d'épargne en 2011. La CEIDF serait la seule Caisse d'épargne à voir son fonds de commerce s'éroder ?

Rappelons que l'objectif du plan d'action commercial 2012 est d'activer 35 000 clients particuliers dont 22 000 bancarisés principaux actifs, 2 600 jeunes actifs, et 5 200 distanciés actifs.

Le directeur de la BDD prévoit pour 2012 une progression des ventes nettes de plus de 50% :

- ➔ Forfaits nets de 15 450 en 2011 à 37 250 en 2012
- ➔ Cartes nettes de 21 309 en 2011 à 34 943 en 2012

➔ La progression la plus forte en ventes nettes est celle attendue sur la prévoyance où on passerait de 400 à... 2 568 ventes.

Qui a le numéro de téléphone d'Harry Potter ? C'est à se demander si le directeur de la BDD n'aurait pas chipé par mégarde la potion magique habituellement prêtée par le DRHS aux Représentants syndicaux...

Le marché du secteur public et du logement social

Le directoire annonce que la production de crédits sur le secteur public sera contrainte avec une baisse envisagée de la part de marché de la CEIDF sur l'Île de France.

L'entreprise entend continuer à accompagner **en priorité ses clients fidèles**. Qu'est-ce qu'un client fidèle dans le marché du secteur public ?

Certaines collectivités n'ayant pas fait appel à un financement ces dernières années pourraient se voir refuser un crédit car infidèles ? D'autres ayant souscrit des prêts structurés seraient considérées comme fidèles ou infidèles ?

Dividendes BPCE : quels dividendes ?

Le budget 2012 de la CEIDF entérine, une fois encore, l'absence de versement de dividendes par BPCE. Rappelons que la CEIDF a une participation à hauteur de 1.8 Md• remontés dans les comptes de cette filiale au moment de sa création.

Absence de dividendes en 2012, comme en 2011 alors qu'en mars dernier BPCE rachetait 1.2 milliards d'euros d'actions de préférence et 1 milliard d'euros Titres Super Subordonnés (TSS), détenus par la Société de Prise de Participation de l'Etat (SPPE), filiale à 100%.

Ces rachats sont intervenus en avance par rapport à l'échéance de fin 2012 fixée par le plan stratégique. Pour F. Pérol, ce remboursement marquait une nouvelle étape pour le Groupe BPCE.

Après la priorité donnée au remboursement de l'Etat, quel est donc le prétexte invoqué cette fois-ci pour justifier l'absence de dividendes ? La CEIDF n'a pas pris la peine de nous donner le début d'une explication. Or, cette absence de dividendes pèse lourdement dans les comptes de l'entreprise : 100 millions d'euros ou 5% de coefficient d'exploitation.

Pour conclure, la CEIDF budgète un PNB à 950 M• avec une forte incertitude de réalisation du fait de l'impact prévisible de la courbe des taux et prévoit une très forte réduction du portefeuille financier.

Un RBE à 275 millions d'euros et un résultat net à 152 millions d'euros le coefficient d'exploitation ressortirait à 70.98%.

Quant aux charges, et plus précisément les charges de personnel, elles ont considérablement diminué entre 2010 et 2012 c'est l'effet baisse des effectifs liée au PSE.

Le part du budget consacrée à l'intéressement et à la part variable soit 28 millions d'euros est en diminution de 1.5 millions d'euros par rapport à l'atterrissage 2011.

Le 3 février 2012 - Les élus Sud au Comité d'entreprise